

VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi”:	
ar plesūšanu:	bez plesūšanas:
par gadu	(saņemot ekspedīcijā) par gadu
1/2 gadu	18,— Ls
3 mēn.	10,— Ls
1	5,— Ls
Piesūtot pa pastu un pie atkalpārdevējiem	1,70 Ls
Par atsevišķu numuru	—,10 Ls

Latvijas valdības

Iznāk katru dienu, izņemot



R e d a k c i j a:
Rīgā, pili 2. ist. Tālrunis 20032
Runas stundas no 11—12

oficiāls laikraksts

svētdienas un svētku dienas

Kantoris un ekspedīcija:
Rīgā, pili 1. ist. Tālrunis 20031
Atvērts no pulksten 9—3

Studinājumu maksa:

- a) tiesu studinājumi līdz 30 vienslejīgām rindinām Ls 4,—
- b) par katru tālāku rindinu —,15
- c) citu iestāžu studinājumi par katru vienslejīgu rindinu —,20
- d) no privātiem par katru viensl. rindinu (par obligāt. studin.) —,25
- d) par dokumentu pazaudešanu no katras personas —,80

77. N^o

Otrdien, 1935. g. 2. aprīlī

Astonpadsmitais gads

Latvijas bankas Kuldīgas nodaļas pilnvarotais

Gustavs Līcietis

miris š. g. 29. martā

Viņu piemiņā paturēs

Latvijas banka

Likums par Konvenciju starp Latvijas un Igaunijas republikām par nodokļu piedzišanu un ziņu apmaiņu par nodokļu maksātājiem. Lēmumi par pārmaiņām dažu biedrību valdēs un likvidāciju komisiju ieceļšanu.

Paziņojums par ratifikācijas grāmatu apmaiņu Vašingtonā 1934. g. 10. oktobrī parakstītam Papildu ligumam par noziedznieku izdošanu starp Latviju un Amerikas Savienotāni Valstīm. Kara ministrijas Apgādes pārvaldes priekšnieka rīkojums.

Ministru kabinets 1935. g. 28. marta ir pieņemis un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

Likums par Konvenciju starp Latvijas un Igaunijas republikām par nodokļu piedzišanu un ziņu apmaiņu par nodokļu maksātājiem.

1. Rīgā 1926. gada 28. maijā parakstīta konvencija starp Latvijas un Igaunijas republikām par nodokļu piedzišanu un ziņu apmaiņu par nodokļu maksātājiem ar šo likumu pieņemta un apstiprināta.

2. Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar likumu izsludināmā 1. pantā minētā konvencija un tās tulkojums latviešu valodā.

3. Konvencija stājas spēkā tās 13. pantā paredzētā laikā un kārtībā.

Rīgā, 1935. g. 2. aprīlī.

Valsts Prezidents A. Kviesis.

Convention entre la République de Lettonie et la République d'Estonie, concernant la perception des impôts et l'échange des renseignements sur les contribuables.

Le Gouvernement de la Lettonie et le Gouvernement de l'Estonie désireux de s'entraider dans les questions concernant la perception des impôts ainsi que l'échange des renseignements sur les contribuables utiles à la sauvegarde des intérêts de leurs États ont décidé de conclure une convention appropriée et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Gouvernement de la Lettonie:

Monsieur Kārlis Ulmanis, Ministre des Affaires Etrangères,

Le Gouvernement de l'Estonie: Monsieur Ants Piip, Ministre des Affaires Etrangères,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

La République de Lettonie d'une part et la République d'Estonie d'autre part s'engagent à se prêter une aide réciproque en matière de perception des impôts de l'État ou des communes et à percevoir sur les contribuables ou leurs biens se trouvant dans les limites de leur territoire — sans considérer de quel pays ils sont citoyens — le montant des impôts fixés et exigibles par les institutions fiscales de l'autre pays contractant conformément aux lois et ordonnances en matière de recouvrement des créances contestables de l'État en vigueur sur le territoire du pays où la perception doit être exécutée. Les stipulations de la présente convention doivent être appliquées de même aux personnes juridiques et aux firmes.

Article 2.

Seront perçus en vertu de la présente convention tous les impôts et amendes y rattachées, postérieurs au 1. janvier 1919.

Article 3.

La présente convention s'applique 1) aux impôts sur les revenus, 2) aux impôts sur les entreprises industrielles et commerciales (droit fixe de patente, droit sur le bénéfice net, taxe additionnelle sur le bénéfice net, droit sur les capitaux, taxe sur le pourcentage du bénéfice, 3) à l'impôt du timbre, 4) aux droits de succession, ainsi qu'aux amendes relatives aux susdits impôts.

Article 4.

Sont soumis à l'exécution: les arrêtés concernant le montant des impôts et des amendes et qui sont considérés comme exécutoires d'après la législation du pays dans lequel l'impôt ou l'amende ont été imposés.

La perception par l'entremise des institutions des pays contractants n'aura lieu que dans le cas où la somme à percevoir ne sera pas inférieure à 100 francs or.

Article 5.

Si le contribuable désire faire appel d'une décision déjà exécutoire, sans avoir payé même provisoirement la somme due, il ne pourra être sursis à l'exécution que sur une demande adressée par lui à l'autorité compétente pour la décision sur l'appel, à condition toutefois qu'il soit présenté en même temps soit une garantie de banque, soit une garantie, reconnue suffisante, sous forme d'apposition sur les biens meubles ou immeubles.

Article 6.

Les ordonnances concernant la perception des impôts dus ou la forme et le montant de la garantie, seront rendues en Lettonie par le Département des Impôts directs au nom de l'Administration Centrale des Impôts directs en Estonie et vice versa en Estonie par l'Administration Centrale des Impôts directs et directement au nom du Département des Impôts directs de Lettonie. L'échange de correspondance se fera dans la langue dont seront convenues les institutions susnommées, mais, s'il se fait dans une autre langue, il devra être accompagné d'une traduction en letton ou en estonien, suivant que l'exécution doit avoir lieu en Lettonie ou en Estonie. La correspondance mentionnée doit porter au moins deux signatures et un sceau officiel.

Article 7.

Dans les feuilles de sommation relatives aux impôts arriérés doivent être indiqués: 1) les nom et prénoms du contribuable et, si possible, le nom de son père, son emploi ou profession, la dénomination de la personne juridique ou de la firme; 2) l'adresse exacte du débiteur, si elle est connue, ou, dans le cas contraire, son adresse approximative (indication de la ville ou du village); 3) la nature de l'impôt, l'année ou la période pour lesquelles il est dû, son montant, la date à laquelle les intérêts dus par suite du retard ont commencé à courir et leur montant, 4) la nature de l'amende et son montant, 5) toute autre remarque de nature à faciliter ou à hâter la perception de la dette ainsi que l'indication des desiderata spéciaux, que l'on aurait à formuler.

Article 8.

Les impôts arriérés, les amendes et les intérêts dus par suite du retard, dès qu'ils auront été perçus, seront transmis à l'Administration Centrale des Impôts directs du pays requérant; les frais de transmission resteront à la charge de l'Administration du pays percepteur. Cette dernière est autorisée à prélever à son profit, outre les droits exigibles, une taxe additionnelle de 5% de leur montant, afin de s'indemniser de ses frais de perception.

Article 9.

Les administrations des pays contractants peuvent, dans des cas exceptionnels, se refuser à la perception et ne pas l'exécuter si l'exécution de la perception est jugée inopportun pour des raisons politiques, ou si elle est de nature à provoquer un conflit intempestif.

Article 10.

La remise des feuilles de sommation, des arrêtés et des autres communications et avis sera faite par l'entremise de l'Administration Centrale des Impôts directs de l'autre pays contractant. Il ne sera donnée suite aux demandes prévoyant un mode spécial d'exécution de la perception que si ce mode d'exécution est admis dans le pays où les demandes sont présentées. En général les demandes seront exécutées conformément à l'ordre en vigueur dans le pays requis. L'avis de réception par le destinataire sera immédiatement renvoyé à l'administration du pays requérant avec l'indication de la date de la signification.

Article 11.

Les administrations des pays contractants donneront à l'administration centrale des impôts directs de l'autre pays, sur demandes écrites de celle-ci, des renseignements sur l'état des biens, des dettes et des revenus des contribuables faisant l'objet de ces demandes ainsi que de leurs garants.

Les institutions doivent garder le secret sur ces renseignements.

Au cas où certains renseignements feraient défaut ou encore si, pour des causes politiques ou économiques, il est jugé inopportun ou préjudiciable aux intérêts de l'Etat de donner les renseignements, on peut se refuser à les fournir.

Article 12.

Chaque partie contractante s'oblige à donner son appui et son assistance dans la mesure du possible à l'administration centrale des impôts directs de l'autre partie en ce qui concerne la constation des revenus et des biens des contribuables qui s'abstiennent de payer leurs impôts, la perception des taxes ou des amendes dues par les contribuables qui ne payent pas en temps voulu leurs impôts ainsi que la fourniture de renseignements sur toute personne dont le crédit est incertain.

Article 13.

La présente Convention sera ratifiée et entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Riga dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des deux Parties ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en deux exemplaires à Riga, le 28 mai 1926.

(signé) K. Ulmanis.

(signé) A. Piip.

Tuikojums.

Konvencija starp Latvijas un Igaunijas republikām par nodokļu piedzišanu un ziņu apmaiņu par nodokļu maksātājiem.

Latvijas un Igaunijas valdības, vēlēdamās savstarpēji izpalidzēties jautājumos attiecībā uz nodokļu piedzišanu, kā arī tādu ziņu apmaiņu par nodokļu maksātājiem, kuras noderīgas valsts interešu aizsargāšanai, nolēma noslēgt attiecīgu konvenciju un šajā nolūkā iecēla par saviem pilnvarotiem:

Latvijas valdība:

Kārli Ulmaņa kungu, ārlieku ministru,

Igaunijas valdība:

Antu Piipa kungu, ārlieku ministru,

kuri, uzrādiši savas pilnvaras, kas atrastas labā un pienācīgā kārtībā, vienojušies par sekojošiem noteikumiem.

1. pants.

Latvijas republika no vienas puses un Igaunijas republika no otras apņemas sniegt viena otrai palidzību valsts un pašvaldību nodokļu piedzišanas lietās un piedzīt no nodokļu maksātājiem vai to ipašumiem, kas atrodas viņu teritorijās robežas — vien-alga kādas valsts pilsoņi tie būtu — nodokļu summas, ko noteic un pieprasa otras līdzējas valsts nodokļu iestādes, pie kam piedzišana izdarīma saskaņā ar likumiem un rīkojumiem par neapstridāmo valsts prasījumu piedzišanu, kuri ir spēkā tās valsts teritorijā, kur piedzišanai jānotiek. Šās konvencijas noteikumi attiecīnāmi arī uz juridiskām personām un firmām.

2. pants.

Uz šās konvencijas pamata piedzenami visi nodokļi un ar tiem saistītie naudas sodi, kas attiecas uz laiku pēc 1919. g. 1. janvāra.

3. pants.

Šī konvencija attiecīnāma: 1) uz ienākuma nodokli, 2) uz tirdzniecības un rūpniecības uzņēmumu nodokļiem (tirdzniecības zīmes, tīrās peļjas nodoklis, papildu nodoklis no tīrās peļjas, nodoklis no kapitāliem, peļjas procentu nodoklis), 3) uz zīmognodevu, 4) uz mantojuma nodevu, kā arī uz naudas sodiem, kas saistīti ar augšā minētiem nodokļiem.

4. pants.

Izpildāmi ir tie lēnumi par nodokļu un sodu summām, kuri atzīti par izpildāmiem pēc tās valsts likumiem, kur nodoklis vai sods uzlikti.

Piedzišana ar līdzēju valstu iestāžu starpniecību izdarīma tikai tādā gadījumā, kad piedzenamā summa nav mazāka par 100 zelta frankiem.

5. pants.

Ja nodokļu maksātājs grib pārsūdzēt jau izpildāmo lēmuunu, nemomaksājis pienācīgo summu kaut arī pagaidām, tad lēmuunu izpildīšanu var atlīkt tikai tad, ja viņš iestādēz līgumu iestādei, kam piekrīt izlemt pārsūdzību, bet tomēr ar nosacījumu, ka līdz ar pārsūdzību viņam jāiesniedz vai nu bankas garantija, vai par pietiekošu atzīti nodrošinājums ar kustamu vai nekustamu mantu.

6. pants.

Rīkojumus par maksājamā nodokļa piedzišanu vai par garantijas veidu un lielumu izdos Latvijā Tiešo nodokļu departaments uz Igaunijas Centrālas Tiešo nodokļu valdes vārdu, un otrādi, Igaunijā Centrālā Tiešo nodokļu valde tieši uz Latvijas Tiešo nodokļu departamenta vārdu. Visa sarakstīšanās vedama tādā valodā, par kuru minētas iestādes vienosies savā starpā, bet, lietojot kādu citu valodu, rakstiem jāpievieno tulkojums latviešu vai igauņu valodā, atkarībā no tam, vai izpildīšanai jānotiek Latvijā vai Igaunijā. Uz minētiem rakstiem jābūt mazākais 2 parakstiem un oficiālam zīmogam.

Iekšlietu ministrs V. Gulbis par Latgales pašvaldību darbinieku pienākumiem.

1. aprīļa ritā Rēzeknē sākās aprīķa pagastu amatpersonu sanāksme, kujā ieradās iekšlietu ministrs V. Gulbis. Aprīķa večākais Fr. Kozul-Kaša līdz iekšlietu ministru atklāt sanāksmi. Savā uzrunā ministrs starp citu teica:

„Sonedēļ visos Latgales aprīķos notiek lauku pašvaldību darbinieku sanāksmes. Iekšlietu ministrija nākusi pie atziņas, ka šādas pašvaldību darbinieku sanāksmes un kursi nepieciešami, lai viegli apmierinātu katra pagasta vajadzības. Šais sanāksmēs tiek uzstādīts arī turpmākā darba plāns.

Pašvaldību darbam jābūt saistītam ar katra apgabala prasibām. Un Latgalē šo prasību ir joti daudz. Tagadējā valdība Latgales vajadzībām ir piegriezusi joti lielu vērību, un Latgale un Rēzekne valdībai ir tikpat tuvas kā mūsu valsts pārējie apgabali un pilsētas. Valdība Latgalei nāk pretim, lai tā tiktu uz augšu. To pašu teicis arī Ministru prezidents Dr. K. Ulmanis savā Latgales braucienā. Ari Ministru kabineta sēdēs Latgalei nav piemirsta, jo viņa ir mūsu tautas pieauguma zeme. Viņa vēl nav sasniegusi to stāvokli, kāds ir visos mūsu valsts apgabaloš, bet mums jārada apstākļi, lai

Latgales zemnieki savām saimniecībām atrastu stipru pamatu.

Tagad Latgales stāvoklis ir nesalidzināmi labāks, kā tas bija vēl pirms nedaudz gadiem. Agrāk Latgale gandrīz nemaz neeksportēja sviestu un labību. Šogad Latgale nodevusi labību divi reizes vairāk kā pagājušā gadā.

Pagastu pašvaldībām jāpiegriež lielāka vērība saimniecīskās dzīves un kultūras attīstībai. Pašvaldību darbs Latgalē nav viegls, jo turi pagasti ir lielāki un grūtāki pazīt vietējos apstākļus. Arī iedzīvotās tās tur ir raibāks kā citos Latvijas apvidos. Valdība prasa no katra, lai tas pirmajā vietā stāda Latvijas valsti, jo Latvija mums ir dārgākais mantojums.

Attiecībā uz valsts valodas likumu jāzina, ka katram darbiniekam ir jāpārvalda valsts valoda, un tās prašanu arī drīkst prasīt no jaunākās paaudzes.

Pašvaldību darbs nav jāsaprot šauri, bet jārūpējas par sava pagasta labklājības pacelsanu, ārienes izkopšanu, Latgale ir joti skaista. Mums jārūpējas, lai viņa tāda arī paliktu. Jārūpējas par atsevišķu māju, pagasta namu un skolu apkārtnei izdaiļošanu, lai būtu iespaids, ka te dzīvo cilvēki, kas mil savu zemi. Darbi-

7. pants.

Maksāšanas uzaicinājumos, kas attiecas uz nokavētiem nodokļiem, jāuzdod: 1) nodokļa maksātāja vārds un uzvārds un, ja iespējams, tēva vārds, nodarbošanās, juridiskās personas vai firmas nosaukums, 2) parādnieka pilnīga adrese, ja tā zināma, vai, pretējā gadījumā, pēc iespējas tuvākas ziņas par dzīves vietu (pilsēta vai apvidus uz laukiem), 3) nodokļa veids, gads vai laikmets, par kuru tas pienākas, tā lielums, datums, no kura sākot aprēķināmi procenti par nokavējumu, un šo procentu kopsumma, 4) soda veids un lielums, 5) visādas citas piezīmes, kas varētu atviegloj vai paastrināt parādu piedzišanu, kā arī sevišķi priekšlikumi, ja tādi būtu.

8. pants.

Nokavētie nodokļi, soda naudas un procenti par nokavējumu, tiks līdz tie piedzīti, nosūtāmi pieprasītājas valsts tiešo nodokļu centrālai valdei; sūtīšanas izdevumi gulstas uz piedzinējas valsts rēķinu. Pēdējai ir tiesība piedzīt sev par labu papildu nodevu 5% apmērā no piedzenamo nodokļu kopsummas, lai atlīdzīnātu savus piedzišanas izdevumus.

9. pants.

Izpēmuma gadījumos līdzēju valstu iestādes var atteikties no piedzišanas un to neizpildīt, ja piedzišanai par šķērslī ir pašreizējie politiskie motivi vai ja piedzišana varētu radīt nevēlamu konfliktu.

10. pants.

Nodokļu maksāšanas uzaicinājumi, lēnumi un citi paziņojumi nododami ar otras līdzējas valsts centrālās tiešo nodokļu valdes starpniecību. Pieprasījumi, kuļos paredzēts sevišķs piedzišanas veids, ievērojami tikai tādā gadījumā, ja valstī, kurai pieprasījumi iesniegti, tāds veids pieblaists. Vispār pieprasījumi izpildāmi saskārā ar attiecīgā valsti pastāvošo kārtību. Paziņojumi par uzaicinājumu izsniegšanu saņēmējam nekavējoties jānosūta pieprasītājas valsts iestādei, atzīmējot izsniegšanas datumu.

11. pants.

Līdzēju valstu iestādes sniedz otras valsts tiešo nodokļu centrālai iestādei, uz tās rakstiskiem pieprasījumiem, ziņas par pieprasījumos uzdotu nodokļu maksātāju un viņu galvinieku mantu, parādiem un ienākumiem.

Iestādes nedrikst šādas ziņas izpaust.

Ja kādu ziņu trūkst vai arī ja aiz politiskiem vai ekonomiskiem iemesliem ziņu sniegšana būtu atzīta par nevēlamu vai valsts interesēm kaitīgu, tad var atteikties tās dot.

12. pants.

Katra līdzēja valsts apņemas sniegt, cik vien iespējams, otras valsts tiešo nodokļu centrālai valdei savu atbalstu un palidzību lietās, kas attiecas uz to maksātāju ienākumu un ipašumu noskaidrošanu, kuri atturas no nodokļu maksāšanas, uz nodokļu un sodu piedzišanu no maksātājiem, kuri nenomaksā pienācīgā laikā savus nodokļus, kā arī uz ziņu došanu par katru kredita ziņā nedrošu personu.

13. pants.

Šī konvencija ratificējama un stājas spēkā ratifikācijas grāmatu apmaiņas dienā, kam jānotiek Rīgā pēc iespējas drīzā laikā.

To apliecinot, abu valstu pilnvarotie parakstījuši šo konvenciju un uzspieduši tai savus zīmogus.

Sastādīts divos eksemplāros, Rīgā, 1926. gada 28. maijā.

K. Ulmanis.

A. Piip.

(paraksts).

(paraksts).

Pārgrožījumi un papildinājumi likumā par pagastu pašvaldību.

Likumā par pagastu pašvaldību (Lik. kr. 1922. g. 119, 1931. g. 46) ievest sekojošus pārgrožījumus un papildinājumus.

I. Likuma 672. panta 2. piezīmi izteikt tā:

672.

2. piezīme. Vienā nodokļa aplikšanas gadā ar šā panta 2. punktā minēto nodokli var aplikt nodokļu maksātājus tikai viņu dzīves vietā, pie kam nodokļu maksātāji ar vairākām aplikšanas pazīmēm maksā augstāko pašvaldības nodokli.

II. To pašu likumu papildināt ar sekojošiem jauniem 673.—677. pantiem:

673. Pagastu pašvaldībai par labu pienākas:

- 1) likumā paredzētā nodeva no notāriāliem aktiem, kas noslēgti par nekustamu mantu pagasta robežas;
- 2) likumā paredzētais izpriecas nodoklis;
- 3) likumā paredzētais nodoklis no traktieriem ar un bez reibinošiem dzērieniem un no alkoholisku vielu ražotavām un pārdotavām;
- 4) tīrgus nodeva;
- 5) vasarnieku un peldu nodeva;
- 6) vekselu protesta nodeva tādā pašā apmērā, kādā nomaksāta zīmognodeva par vekseli.

nieki tāpēc izvēlēti no tām personām, kas mil savu zemi. Tagad pagasta pašvaldību darbinieki paši atbildīgi par savu darbu. To pienākums izturēties pret ie-dzīvotājiem tā, lai tie nebūtu sarūgtināti, vienīm jānāk pretīm katram, kā to teicis Ministru prezidents Dr. K. Ulmanis Rīgas aprīķa pašvaldību darbinieku sa-nāksmē.

Nodokļiem jāpiegriež lielāka vērība, jo tie sastāda 85% no pašvaldību ie-nākumiem. Pagājušā gadā neiekasētu nodokļu pavism bijis — Vidzemē 2,4 milj. lati, Zemgalē 2 miljoni, Kurzemē 1 miljons un Latgalē 5,14 miljoni latu. Tam jāpiegriež lielāka vērība un jārūpējas, lai turpmāk nodokļu iekasēšana tā neievilkto, bet to veiktu pakāpeniski, iedalot nodokļu no-maksāšanas laiku vairāk termījos.

Par valdības pabalstiem jāsaka, lai vispirms katra pašvaldība cēnšas izteikt saviem līdzekļiem un tikai tad nāk pie valdības. Pagastu pašvaldībām nav jāaizmirst kultūrālās vajadzības, jāparedz zināmas summas kultūrāliem pasākumiem.

Mūsu valsts iedzīvotājus nedrikst šķirot ne tīcības, ne tautības ziņā. Religija ir svarīgs faktors mūsu valsts dzīvē, bet pārdzīvojamais laiks prasa, lai mēs būtu vienoti un stipri, lai mūsu valsts sargātu mūs un mēs sargātu viņu. Dievs, svēti Latviju!

Pēc ministra V

674. Iepriekšējā 673. panta 2. punktā minētais izpriebas nodoklis nemams no publiskiem izrikojumiem un izpriečām. Izpriebas nodokļa līelumu noteic pagasta padome. Nodoklis nedrīkts pārsniegt:

- 1) no mākslinieku koncertiem (kā vokāliem, tā instrumentāliem), citiem mākslas izrikojumiem (teātra izrādēm, koja koncertiem u. tml.) un sporta izrikojumiem, kuriem seko deja — 10% no ieejas maksas;
- 2) no zājumu svētkiem bez mākslas priekšnesumiem — 20% no ieejas maksas;
- 3) no viegla satura izrikojumiem un izpriečām (kino, cirka, masku ballēm u. tml.) — 35% no ieejas maksas.

1. piezīme. No attiecīgiem izrikojumiem ar nenoteiktu vai nekontrolējamu ieejas maksu nodoklis nemams no ienākumu vai ziedoju mu kopsummas, kāda saņemta par ieeju.

2. piezīme. Izpriebas nodoklis nav nemams no mākslinieku koncertiem kā vokāliem, tā instrumentāliem, no citiem mākslas izrikojumiem (teātra izrādēm, koja koncertiem u. tml.) un no sporta izrikojumiem, priekšnesumiem, lekcijām, jautājumu vakariem, zinātniskām kino izrādēm un mākslas un lauksaimniecības izstādēm, ja tie nav savienoti ar izpriečām, par ko nodoklis paredzēts.

3. piezīme. Katrā aizsargu un ugunsdzēsēju organizāciju var sarīkot ikvienā budžeta gadā divus izrikojumus bez izpriebas nodokļa.

675. Nodoklis no traktieriem ar un bez reibinošiem dzērieniem un no alkoholisku vielu ražotavām un pārdotavām par labu pagastu pašvaldībām uzliekams saskaņā ar attiecīgiem likumiem pēc iekšlietu ministra saziņā ar finanču ministru izdotiem noteikumiem.

676. Tirdzniecība nodeva nemama pēc pagastu valžu izstrādātas un iekšlietu ministra apstiprinātās takses.

677. Vasarnieku un peldu nodeva nemama no personām, kas iebrauc un uzturas biezi apdzivotās vietas un vasarnicu rajonos pa vasaras vai peldu sezonas laiku. Nodevas nemērās vietas, apmērus un iekārtējumi nosaka iekšlietu ministrs, pie kam nodeva nevar pārsniegt: 1) no atsevišķas personas vai ģimenes galvas Ls 5 un 2) no ģimenes locekļiem un no ģimenes saimniecībā nodarbinātiem kalpotājiem — Ls 1.

Ienākumus no šās nodevas pagastu valdes var izlietot vienīgi biezi apdzivotās vietas vai vasarnicu rajona labierīcību un sanitāro ietaislu ierīkošanai un uzturēšanai.

Sis likums izvedams dzīvē ar 1935. g. 1. aprīli.

Rīga, 1935. g. 28. martā.

Ministru prezidents K. Ulmanis.

Iekšlietu ministrs V. Gulbis.

Paziņojums.

Ratifikācijas grāmatas Vašingtonā 1934. gada 10. oktobri parakstītam Papildu līgumam par noziedznieku izdošanu starp Latviju un Amerikas Savienotām Valstīm apmainītas Rīgā š. g. 29. martā. Līgums izsludināts „Valdības Vēstnesa” š. g. 1. februāra 27. numurā. Saskaņā ar minētā līguma III panta noteikumiem, tas ir stājies spēkā ratifikāciju apmaiņas dienā, t. i. 1935. gada 29. martā.

Rīga, 1935. gada 30. martā.

Ministru Prezidents, Ārlietu Ministrs K. Ulmanis.

Valdības rīkojumi un pavēles.

Kaŗa ministrijas Apgādes pārvaldes priekšnieka rīkojums.

1. Ministru kabinets atļāvis iepirkīt armijas vajadzībām tieši no zvejniekiem vai viņu kooperatīviem bez izsoles vai sacensības zivis un kilavas un maksāt no 1935. g. 1. aprīļa līdz 1935. g. 1. augustam:

par svaigām zivīm	Ls 25,— kvint.
par sālitām zivīm	30,— "
par kilavām	32,— " visos garnizonos.

Pamats. Likuma par darbiem un piegādēm valsts vajadzībām 65. panta 3. punkts.

2. Ministru kabinets apstiprinājis sekojošo kaŗa ministra noteikto cenu svaigam pienam, iepērkot to tieši no lauksaimniekiem-ražotājiem viņu saimniecībās ražoto, saskaņā ar „Likuma par darbiem un piegādēm valsts vajadzībām” 65. panta 2.-g punktu un iepērkot to no lauksaimnieku kooperatīvām kopienotavām, saskaņā ar „Likuma par darbiem un piegādēm valsts vajadzībām” 65. panta 2.-f punktu, no 1935. g. 1. aprīļa līdz 1935. g. 1. oktobrim visos garnizonos:

	Kaŗaspēka vajadzībām Ls kvint.	Kaŗa slimnīcu vajadzībām Ls kvint.
Svaigam pienam	13,—	14,—
3. Ministru kabinets apstiprinājis sekošas kaŗa ministra noteiktās cenas zemāk minētām uzturvielām, iepērkot tās armijas vajadzībām tieši no lauksaimniekiem-ražotājiem, viņu saimniecībās ražotās, saskaņā ar „Likuma par darbiem un piegādēm valsts vajadzībām” 65. panta 2.-g punktu, no 1935. g. 1. aprīļa līdz 1935. g. 1. augustam visos garnizonos:		
Kartupeļiem	Ls 5,— kvintalā	
Kājēm un bietēm	5,— "	
Svaigiem kāpostiem	6,— "	
Burkāniem	6,— "	
Svaigiem sīpoliem	18,— "	
4. Ministru kabinets apstiprinājis sekošas kaŗa ministra noteiktās cenas sienam un salniem, iepērkot tos armijas vajadzībām tieši no lauksaimniekiem - ražotājiem, viņu saimniecībās ražotos, saskaņā ar „Likuma par darbiem un piegādēm valsts vajadzībām” 65. panta 2.-g punktu, no 1935. g. 1. aprīļa līdz 1935. g. 1. augustam:		
Rīgas un Daugavgrīvas garnizonos Ls kvint.	Pārējos garnizonos Ls kvint.	

Sienam 6,—
Salmiem 3,5 līdz 4,— 5,5
3,5 līdz 4,— 3,5 līdz 4,—

Sienam noteikta cena I šķirai, bet par viršķirnes sienu maksājami 120% un par II šķirai, bet par viršķirnes sienu maksājami 80% no I šķirai sienai cenas.

Pārlieksme: Valsts kancelejas š. g. 29. marta 2621. raksts.

Rīga, 1935. g. 30. martā. 7171.

Apgādes pārvaldes priekšnieka vietā

Intendantūras daļas priekšnieks pulkvedis Dambīts.

Pārtikas nodalas priekšnieka a. p. i. kapteinis Michelsons.

330. lēmums.

1935. g. 28. martā, saskaņā ar papildinājumu likumā par biedrību, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidācijas un reģistrēšanas kārtību izņēmuma stāvokļa laikā („Valdības Vēstnesa” 1934. g. 163. num.) 140. pantu, atceļu Aleksandru Rumbu, Pēteri Lapsēnu, Aleksandru Lici, Jāni Mūri, Kārli Kirsteini un Jāni Kroniti no Latvijas mežu darbinieku biedrības valdes locekļu amatā un viņu vietā iecēju Mārtiņu Zemīti, Antonu Ieviņu, Jūliju Zālīti, Robertu Zili, Augustu Pauli un Valentīnu Kiši.

Iekšlietu ministra b. A. Bērziņš.

Administratīvā departamenta direktors Anšmits.

331. lēmums.

1935. g. 28. martā, saskaņā ar papildinājumu likumā par biedrību, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidācijas un reģistrēšanas kārtību izņēmuma stāvokļa laikā („Valdības Vēstnesa” 1934. g. 163. num.) 140. pantu, iecēju „Metallstrādnieku a rodbiedrībai” valdes sekosošā sastāvā: valdes priekšsēdētājs — Kārlis Vernats, locekļi: Morics Gernsdorfs, Rūdolfs Latišs, Eduards Apsītis un Jānis Tupe.

Iekšlietu ministra b. A. Bērziņš.

Administratīvā departamenta direktors Anšmits.

332. lēmums.

Pārgrozot savu š. g. 12. marta 306. lēmumu par „Latvijas pilsetu un miestu zemju nomnieku savienības” slēgšanu un likvidātoru iecēšanu („Valdības Vēstnesa” 1935. g. 64. num.), iecēju minētai politiskai partijai šādu likvidācijas komisiju: par likvidācijas komisijas priekšsēdētāju Jāni Medni un locekļiem: Arnoldu Ticmani un Mārtiņu Gulbi ar sēdeklī Rīgā, Blaumaja ielā 15, 1. dz.

Rīga, 1935. g. 28. martā,

Iekšlietu ministra b. A. Bērziņš.

Administratīvā departamenta direktors Anšmits.

333. lēmums.

1935. g. 28. martā, saskaņā ar likumu par biedrību, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidācijas un reģistrēšanas kārtību izņēmuma stāvokļa laikā („Valdības Vēstnesa” 1934. g. 130. num.), atzīstu par kaitīgu valsts un sabiedriskām interesēm Sporta veicināšanas biedrību „Rīgas sports”, kādēļ nolemju minēto biedrību slēgt un iecētu tai par likvidātoriem: par likvidācijas komisijas priekšsēdētāju Jāni Resni un locekļiem Kārli Vēberi un Eriku Pētersonu, ar sēdeklī iekšlietu ministrijas 147. iestābā.

Iekšlietu ministra b. A. Bērziņš.

Administratīvā departamenta direktors Anšmits.

Valdības iestāžu paziņojumi.

Paziņojums.

Saskaņā ar likumu par biedrību, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidācijas un reģistrēšanas kārtību izņēmuma stāvokļa laikā („Valdības Vēstnesa” 1934. g. 130. num.) ar iekšlietu ministra š. g. 29. marta lēmumu ir slēgtas sekojošas biedrības un tām iecelti likvidātori:

1) Kurzemes sporta un kultūras biedrībai par likvidācijas komisijas priekšsēdētāju Kārli Kalniņš un locekļiem: Miķelis Kricbergs un Stāsislavas Vasiļjevs; likvidācijas komisijas sēdeklis — Liepājā, Tiklo ielā 6, un

2) biedrībai „Liepājas jaunatnes Šacha klubs” par likvidātoriem: Jānis Smiukšis un Edgars Bīte, ar sēdeklī Liepājā, Miķeļa ielā 29.

Rīga, 1935. g. 30. martā. 163508. num.

Preses un biedrību nodalas vadītājs R. Lapsiņš.

Darbvedis A. Liepiņš.

Daugavpils pilsētas nodokļu iecirkņu robežu sadalījums.

At š. g. 1. aprīli Daugavpils sadalītās robežas pilsētās iecirkņos.

Iecirkņu robeža sekojoša: no Daugavas pa Rīgas ielu līdz Viestura ielai, pa Viestura ielu līdz Raiņa ielai, pa Raiņa ielu un K. Skrindas ielu līdz Valkas ielai, pa Valkas ielu līdz 18. novembra ielai, pa 18. novembra ielu līdz Katoļu kapiem, no Katoļu kapiem pa pilsētas mežu (16., 13., 11., 8.

un 4. meža kvartālu robežā ar 17., 14., 12., 9. un 5. meža kvartāliem) līdz aprīķa robežai.

Piezīme. No šīs robežas pā labi, nemot no Daugavas — I iec., bet pa kreisi — II iecirknis.

Valsts nodokļus visā pilsētā piedzīs otrs iecirknis, bet akcīzes lietas pārzinās — pirmais iecirknis.

Rīga, 1935. g. 30. martā.

Administratīvā nodalas priekšnieka v. (paraksts). Vec. darbvedis (paraksts).

Izlabojumi.

Valdības Vēstnesa” š. g. 69. numurā Kuldīgas un Kurmales mel. sab. „Telsī” novadgrāvju rakšanas darbu dalībnieku saraksta 57. numurā pēc kārtas 4. ailē nodrukātā „Lauku mēzs, neatsav. dala”.

Dajas vadītājs M. Šlachtovičs. Vec. sev. uzdevumu ierēdnis T. Erlachs.

Daugavpils apgabaltiesas 1. kri-

minānodajā, papildinot savu 1935. gada 18. marta 849. rakstu, kas iespiests „Valdības Vēstnesa” š. g. 68. num. par Sejakova meklēšanu, izlabo Sejakova vārdu no Agurjana uz Guriju.

Priekšsēdētāja v. J. Legzdiņš. Sekretāra p. v. V. Alksnis.

Icelēšanas un atvainījumi.

Rīko

Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistra nodaja, uz noteikumu par tirdzniecības reģistrū 39. p. pamata, paziņo, ka Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistrā „A” ar reģistra 1811. num., saskaņā ar tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 12. marta lēmumu, ieraksts vienpersonīgs tīrgotājs ar firmu „Heinrichs Pūce”, kurās ipašnieks ir Heinrichs Pūce, dzim. Liepāja 1877. g. 7. augustā ar dzives vietu Rīgā, Antonijas ielā 16-a dz. 37. Darbibas nozare: vīnu tīrgotava reibinošu dzērienu pārdošana vienīgi promnešanai; uzņēmums atrodas Rīgā, Elizabetes ielā 10-a; darbība atklāta 1929. gadā.

Rīga, 1935. g. 12. martā.

Tirdz. reg. tiesnesis A. Klings. 40541 Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistra nodaja, uz noteikumu par tirdzniecības reģistrū 39. p. pamata; paziņo, ka Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistrā „A” ar reģistra 1812. num., saskaņā ar tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 12. marta lēmumu, ieraksts vienpersonīgs tīrgotājs ar firmu „Jānis Mednis”, kurās ipašnieks ir Jānis Mednis, dzimis Valmieras apr. Lodes pag. 1889. g. 10. jūnijā ar dzives vietu Rīgā, Bolderājā, Miglas ielā 21. Darbibas nozare: konditoreja-maiznīca; uzņēmums atrodas Rīgā, Bolderājā, Miglas ielā 21; darbība atklāta 1928. g. 10. augustā.

Rīga, 1935. g. 12. martā.

Tirdz. reg. tiesnesis A. Klings. 40542 Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistra nodaja, uz noteikumu par tirdzniecības reģistrū 39. p. pamata, paziņo, ka Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistrā „A” ar reģistra 1813. num., saskaņā ar tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 12. marta lēmumu, ieraksts vienpersonīgs tīrgotājs ar firmu „Kārlis Liepiņš”, kurās ipašnieks ir Kārlis Liepiņš, dzimis Cēsu apr. Veismajpu pag. 1889. g. 7. novembrī, ar dzives vietu Plavīnās Daugavas ielā 16. Darbibas nozare: vīnu tīrgotava reibinošu dzērienu pārdošana vienīgi promnešanai; uzņēmums atrodas Plavīnās Daugavas ielā 16; darbība atklāta 1927. g. aprīlī.

Rīga, 1935. g. 12. martā.

Tirdz. reg. tiesnesis A. Klings. 40543 Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistra nodaja, uz noteikumu par tirdzniecības reģistrū 39. p. pamata, paziņo, ka Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistrā „A” ar reģistra 1819. num., saskaņā ar tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 12. marta lēmumu, ieraksts vienpersonīgs tīrgotājs ar firmu „Vilhelms Zeidmanis”, kurās ipašnieks ir Vilhelms Zeidmanis, dzimis Vilkenes pag. 1887. g. 11. martā ar dzives vietu Rīgā, Marijas ielā 109 dz. 10. Darbibas nozare: kinematogrāfs; uzņēmums atrodas Rīgā, Marijas ielā 67/69; darbība atklāta 1926. gadā.

Rīga, 1935. g. 12. martā.

Tirdz. reg. tiesnesis A. Klings. 40544 Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistra nodaja, uz noteikumu par tirdzniecības reģistrū 39. p. pamata, paziņo, ka Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistrā „A” ar reģistra 1814. num., saskaņā ar tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 12. marta lēmumu, ieraksts vienpersonīgs tīrgotājs ar firmu „Eduards Karlsons”, kurās ipašnieks ir Eduards Karlsons, dzimis Valmieras apr. Liepupes pag. 1902. g. 11. augustā ar dzives vietu Rīgā, Kr. Barona ielā 108 dz. 12. Darbibas nozare: vīnu tīrgotavā reibinošu dzērienu pārdošana vienīgi promnešanai; uzņēmums atrodas Rīgā, Kr. Barona ielā 81; darbība atklāta 1930. gadā.

Rīga, 1935. g. 12. martā.

Tirdz. reg. tiesnesis A. Klings. 40545 Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistra nodaja, uz noteikumu par tirdzniecības reģistrū 39. p. pamata, paziņo, ka Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistrā „A” ar reġistra 1815. num., saskaņā ar tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 12. marta lēmumu, ieraksts vienpersonīga tīrgotāja ar firmu „Leja Šmuškovičs”, kurās ipašnieks ir Leja Šmuškovičs, dzimusi Aiviekstes pag. 1896. g. 1. nov. ar dzives vietu Rīgā, Jāpa ielā 10 dz. 5. Darbibas nozare: pārtikas preču tirdzniecība; uzņēmums atrodas Rīgā, Teātra ielā 12 dz. 3. Darbibas nozare: galanterijas preču tirdzniecība; uzņēmums atrodas Rīgā, Audēju ielā 17; darbība atklāta 1926. g.

Rīga, 1935. g. 12. martā.

Tirdz. reg. tiesnesis A. Klings. 40546 Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistra nodaja, uz noteikumu par tirdzniecības reģistrū 39. p. pamata, paziņo, ka Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistrā „A” ar reġistra 1816. num., saskaņā ar tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 12. marta lēmumu, ieraksts vienpersonīgs tīrgotājs ar firmu „Augusts Karlsons”, kurās ipašnieks ir Augusts Karlsons, dzimis Alojas pag. 1887. g. 30. septembrī ar dzives vietu Rozēnu pag. Staicele, Sāna mājā. Darbibas nozare: vīnu tīrgotavā reibinošu dzērienu pārdošana vienīgi promnešanai; uzņēmums atrodas Rozēnu pag. Staicele, Sāna mājā; darbība atklāta 1931. g. 20. februārī.

Rīga, 1935. g. 12. martā.

Tirdz. reg. tiesnesis A. Klings. 40547 Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistra nodaja, uz noteikumu par tirdzniecības reģistrū 39. p. pamata, paziņo, ka Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistrā „A” ar reġistra 1817. num., saskaņā ar tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 12. marta lēmumu, ieraksts vienpersonīgs tīrgotājs ar firmu „Heinrichs Pūce”, kurās ipašnieks ir Heinrichs Pūce, dzim. Liepāja 1877. g. 7. augustā ar dzives vietu Rīgā, Antonijas ielā 16-a dz. 37. Darbibas nozare: vīnu tīrgotava reibinošu dzērienu pārdošana vienīgi promnešanai; uzņēmums atrodas Rīgā, Parka ielā 4 dz. 20. Darbibas nozare: veļas mazgātavas; dzelzs un mašīnu tirdzniecība; uzņēmums atrodas Rīgā, Spikeru ielā 9; darbība atklāta 1934. g. 1. janvāri.

Rīga, 1935. g. 12. martā.

Tirdz. reg. tiesnesis A. Klings. 40548 Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistra nodaja, uz noteikumu par tirdzniecības reģistrū 39. p. pamata, paziņo, ka Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistrā „A” ar reġistra 1818. num., saskaņā ar tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 12. marta lēmumu, ieraksts vienpersonīgs tīrgotājs ar firmu „L. Neimanis”, kurās ipašnieks ir Lizete Neimanis, dzim. Talsu apr. Āraiavas pag. 1868. g. 10. novembrī, ar dzives vietu Rīga, Parka ielā 4 dz. 20. Darbibas nozare: veļas mazgātavas; dzelzs un mašīnu tirdzniecība; uzņēmums atrodas Rīgā, Spikeru ielā 9; darbība atklāta 1905. g. 15. aprīlī.

Rīga, 1935. g. 12. martā.

Tirdz. reg. tiesnesis A. Klings. 40549 Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistra nodaja, uz noteikumu par tirdzniecības reģistrū 39. p. pamata, paziņo, ka Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistrā „A” ar reġistra 1819. num., saskaņā ar tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 12. marta lēmumu, ieraksts vienpersonīgs tīrgotājs ar firmu „E. Spilbergs”, kurās ipašnieks ir Ernests Spilbergs, dzimis Valmieras pag. 1875. g. 24. novembrī ar dzives vietu Rīgā, Brūniņku ielā 47, dz. 12. Darbibas nozare: dzelzs preču tirdzniecība; uzņēmums atrodas Valmierā, Rīgas ielā 25; darbība atklāta 1989. gadā.

Rīga, 1935. g. 12. martā.

Tirdz. reg. tiesnesis A. Klings. 40550 Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistra nodaja, uz noteikumu par tirdzniecības reģistrū 39. p. pamata, paziņo, ka Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistrā „A” ar reġistra 1820. num., saskaņā ar tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 12. marta lēmumu, ieraksts vienpersonīgs tīrgotājs ar firmu „J. Rozīns”, kurās ipašnieks ir Jerachmiels Rozīns, dzimis Krievijā, Drīsa 1869. g., ar dzives vietu Rīgā, 13. janvāra ielā 19, dz. 3/4. Darbibas nozare: naudāmāku un dāmu rokas sominādarbīca; uzņēmums atrodas Rīgā 13. janvāra ielā 19; darbība atklāta 1989. gadā.

Rīga, 1935. g. 12. martā.

Tirdz. reg. tiesnesis A. Klings. 40551 Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistra nodaja, uz noteikumu par tirdzniecības reģistrū 39. p. pamata, paziņo, ka Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistrā „A” ar reġistra 1821. num., saskaņā ar tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 12. marta lēmumu, ieraksts vienpersonīgs tīrgotājs ar firmu „Jānis Gogis”, kurās ipašnieks ir Jānis Gogis, dzimis Cēsu apr. Veismajpu pag. 1883. g. 14. novembrī, ar dzives vietu Valmierā Brūvera ielā 2. Darbibas nozare: laukaimniecības rāzījumi uz pirkšķana attīpaīrdošanai un vāldīb. īlu pieņemš punkts; uzņēmums atrodas Valmiera Rigā, Marijas ielā 11; darbība atklāta 1918. gadā.

Rīga, 1935. g. 12. martā.

Tirdz. reg. tiesnesis A. Klings. 40552 Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistra nodaja, uz noteikumu par tirdzniecības reģistrū 39. p. pamata, paziņo, ka Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistrā „A” ar reġistra 1822. num., saskaņā ar tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 12. marta lēmumu, ieraksts vienpersonīga tīrgotāja ar firmu „L. Neimanis”, kurās ipašnieks ir Lizete Neimanis, dzim. Talsu apr. Āraiavas pag. 1868. g. 10. novembrī, ar dzives vietu Rīga, Parka ielā 4 dz. 20. Darbibas nozare: dzelzs preču tirdzniecība; uzņēmums atrodas Rīgā, Spikeru ielā 9; darbība atklāta 1905. g. 15. aprīlī.

Rīga, 1935. g. 12. martā.

Tirdz. reg. tiesnesis A. Klings. 40553 Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistra nodaja, uz noteikumu par tirdzniecības reģistrū 39. p. pamata, paziņo, ka Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistrā „A” ar reġistra 1823. num., saskaņā ar tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 12. marta lēmumu, ieraksts vienpersonīgs tīrgotājs ar firmu „E. Spilbergs”, kurās ipašnieks ir Ernests Spilbergs, dzimis Valmieras pag. 1875. g. 24. novembrī ar dzives vietu Rīgā, Brūniņku ielā 47, dz. 12. Darbibas nozare: dzelzs preču tirdzniecība; uzņēmums atrodas Valmierā, Rīgas ielā 25; darbība atklāta 1989. gadā.

Rīga, 1935. g. 12. martā.

Tirdz. reg. tiesnesis A. Klings. 40554 Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistra nodaja, uz noteikumu par tirdzniecības reģistrū 39. p. pamata, paziņo, ka Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistrā „A” ar reġistra 1824. num., saskaņā ar tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 12. marta lēmumu, ieraksts vienpersonīgs tīrgotājs ar firmu „J. Hercmarks”, kurās ipašnieks ir Joselis Hercmarks, dzimis Lietuvā Kaupas apr. 1874. g. 21. decembri, ar dzives vietu Rīgā Artillerijas ielā 3 dz. 10. Darbibas nozare: dzelzs preču tirdzniecība; uzņēmums atrodas Rīgā Brīvības ielā 98; darbība atklāta 1987. gadā.

Rīga, 1935. g. 12. martā.

Tirdz. reg. tiesnesis A. Klings. 40555 Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistra nodaja, uz noteikumu par tirdzniecības reģistrū 39. p. pamata, paziņo, ka Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistrā „A” ar reġistra 1825. num., saskaņā ar tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 12. marta lēmumu, ieraksts vienpersonīgs tīrgotājs ar firmu „Leizers Jofe”, kurās ipašnieks ir Leizers Jofe, dzimis Krievijā, Drīsa 1869. g., ar dzives vietu Rīgā, 13. janvāra ielā 19, dz. 3/4. Darbibas nozare: naudāmāku un dāmu rokas sominādarbīca; uzņēmums atrodas Rīgā Brīvības ielā 98; darbība atklāta 1987. gadā.

Rīga, 1935. g. 12. martā.

Tirdz. reg. tiesnesis A. Klings. 40556 Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistra nodaja, uz noteikumu par tirdzniecības reģistrū 39. p. pamata, paziņo, ka Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistrā „A” ar reġistra 1826. num., saskaņā ar tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 12. marta lēmumu, ieraksts vienpersonīga tīrgotāja ar firmu „E. Pūce”, kurās ipašnieks ir Elīze Pūce, dzimusi Liepāja 1881. g. 14. martā ar dzives vietu Rīgā, Antonijas ielā 16-a dz. 37. Darbibas nozare: vīnu tīrgotava reibinošu dzērienu pārdošana vienīgi promnešanai; uzņēmums atrodas Rīgā, Brīvības ielā 5; darbība atklāta 1927. g. 99. num.

Rīga, 1935. g. 12. martā.

Tirdz. reg. tiesnesis A. Klings. 40557 Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltieses tirdzniecības reģistra nod

Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības regīra nodaļa, uz Noteikumu par tirdzniecības regīru 39. p. pamata, paziņo, ka tirdzniecības regīrā A ar reg. 1493. num. ierakstītās firmas „T.Brangorts” uztvērumus š. g. 15. janvāri pārvietoti no Miesnieku ielās 11 dz. 4 uz Miesnieku ielu 9 dz. 6 Rīgā. Rīgā, 1935. g. 26. martā.

Tirdz. reg. tiesīsīs A. Klings. 41741 Sekretārā v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 1. iec. tiesu izpildītājs K. Riekstiņš (kanceleja Rīgā Brīvības ielā 85), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas aizdevuma Ls 2220.— nemomaksātu termīpmaksu piedziņai 1935. g. 5. oktobri plkst. 10 Rīgas apgabaltiesas civilnodajas sēžu zālē pārīs pirmajā publiskā izsolē Jūra Zariņa nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rīgas apr. Lielvārdes pag., un ierakstīta zemes grāmatu reg. 3412. num. un sastāv no Lielvārdes muižas muižu zemes atdalītā zemesgabala „Zariņi 191 F”, 13,88 ha platībā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 3100.—;

3) tai ir hipotēku parādi Ls 2400.—;

4) solitājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā dala — Ls 310,— un jāuzrāda tiesītu ministra atlauja pārdamās nekustamās mantas iegūšanai tanīs gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Vāmieras zemes grāmatu nodājā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var iekštāties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienās Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodajas kancelejā.

Rīgā, 1935. g. 25. martā. 41864 Tiesu izp. K. Riekstiņš.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 1. iec. tiesu izpildītājs K. Riekstiņš (kanceleja Rīgā Brīvības ielā 85), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas aizdevuma Ls 6600.— nemomaksātu termīpmaksu piedziņai 1935. g. 5. oktobri plkst. 10 Rīgas apgabaltiesas civilnodajas sēžu zālē pārīs pirmajā publiskā izsolē Fridricha-Gusta Damrozes nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rīgas apr. Bebru pag., ierakstīta zemes grāmatu reg. 16372. num. un sastāv no Jaunbebru muižas muižu zemes atdalītā zemesgabala „Upenieki 47 F”, 19,34 ha platībā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 3811.—;

3) tai ir hipotēku parādi Ls 10.100.—;

4) solitājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā dala — Ls 381,10 un jāuzrāda tiesītu ministra atlauja pārdamās nekustamās mantas iegūšanai tanīs gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Vāmieras zemes grāmatu nodājā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var iekštāties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienās Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodajas kancelejā.

Rīgā, 1935. g. 23. martā. 41866 Tiesu izp. K. Riekstiņš.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 1. iec. tiesu izpildītājs K. Riekstiņš (kanceleja Rīgā Brīvības ielā 85), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Ls 6600.— aizdevuma nemomaksātu termīpmaksu piedziņai 1935. g. 5. oktobri plkst. 10 Rīgas apgabaltiesas civilnodajas sēžu zālē pārīs pirmajā publiskā izsolē Kārļa Klives nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rīgas apr. Bebru pag. un ierakstīta zemes grām. regīra 2177. num. un sastāv no Vecbebru muižas zemnieku zemes atdalītām „Jaunleju 25” mājām, 25,47 ha platībā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 2818.—;

3) tai ir hipotēku parādi Ls 6600.—;

4) solitājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā dala — Ls 281,80 un jāuzrāda tiesītu ministra atlauja pārdamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Vāmieras zemes grāmatu nodājā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var iekštāties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienās Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodajas kancelejā.

Rīgā, 1935. g. 27. martā. 41867 Tiesu izp. K. Riekstiņš.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 1. iec. tiesu izpildītājs K. Riekstiņš (kanceleja Rīgā Brīvības ielā 85), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Ls 6600.— aizdevuma nemomaksātu termīpmaksu piedziņai 1935. g. 5. oktobri plkst. 10 Rīgas apgabaltiesas civilnodajas sēžu zālē pārīs pirmajā publiskā izsolē Kārļa Klives nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rīgas apr. Bebru pag. un ierakstīta zemes grām. regīra 2177. num. un sastāv no Vecbebru muižas zemnieku zemes atdalītām „Jaunleju 25” mājām, 25,47 ha platībā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 2818.—;

3) tai ir hipotēku parādi Ls 6600.—;

4) solitājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā dala — Ls 281,80 un jāuzrāda tiesītu ministra atlauja pārdamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Vāmieras zemes grāmatu nodājā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var iekštā-

ties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienās Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodajas kancelejā. 41867

Rīgā, 1935. g. 22. martā.

Tiesu izpildītājs K. Riekstiņš.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 1. iec. tiesu izpildītājs K. Riekstiņš (kanceleja Rīgā Brīvības ielā 85), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas aizdevuma Ls 2370.— nemomaksātu termīpmaksu piedziņai 1935. g. 5. oktobri plkst. 10 Rīgas apgabaltiesas civilnodajas sēžu zālē pārīs pirmajā publiskā izsolē Kārļa Klives nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rīgas apr. Lielvārdes pag., un ierakstīta zemes grāmatu regīra 3412. num. un sastāv no „Rēzu 13. num.” mājām, 55,05 des. kopplatībā ar zemi un ēkām;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 3141.—;

3) tai ir hipotēku parādi Ls 3300.—;

4) solitājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā dala — Ls 314,10 un jāuzrāda tiesītu ministra atlauja pārdamās nekustamās mantas iegūšanai tanīs gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Vāmieras zemes grāmatu nodājā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var iekštāties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienās Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodajas kancelejā.

Rīgā, 1935. g. 25. martā. 41868 Tiesu izp. K. Riekstiņš.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs V. Jursons (kanceleja Rīgā Elizabetes ielā 9 dz. 4.), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Latvijas bankas, kurai piešķirts tiesības, cedējusi Latvijas Komercbanka, Ls 48,20 ar proc. prasības piedziņai 1935. g. 5. oktobri plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodajas sēžu zālē pārīs pirmajā publiskā izsolē Jāņa Šmitterā nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rīgas apr. Jumpravas pagastā, ierakstīta zemes grāmatu regīra 5428. num. un sastāv no „Rēzu 13. num.” mājām, 55,05 des. kopplatībā ar zemi un ēkām;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 6700.—;

3) tai ir hipotēku parādi Ls 6000.—;

4) solitājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā dala — Ls 670,— un jāuzrāda tiesītu ministra atlauja pārdamās nekustamās mantas iegūšanai tanīs gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Vāmieras zemes grāmatu nodājā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var iekštāties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienās Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodajas kancelejā.

Rīgā, 1935. g. 25. martā. 41869 Tiesu izp. V. Jursons.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs V. Jursons (kanceleja Rīgā Elizabetes ielā 9 dz. 4.), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Latvijas Amatnieku Krāj-Aizdevu Sab-bas Ls 2500.— ar proc. prasības piedziņai 1935. g. 5. oktobri plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodajas sēžu zālē pārīs pirmajā publiskā izsolē Kārļa Vizuļa nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rīgas apr. Ligatnes pag. biezi apdzīvotā vietā un ierakstīta zemes grām. regīra 10824. num. un sastāv no Paltmales muižas atdalītām, 94F, aptvei. 5328 kv. mtr.;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 433,—;

3) tai ir hipotēku parādi Ls 2926.—;

4) solitājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā dala — Ls 43,30 un jāuzrāda tiesītu ministra atlauja pārdamās nekustamās mantas iegūšanai tanīs gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Vāmieras zemes grāmatu nodājā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var iekštāties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienās Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodajas kancelejā.

Rīgā, 1935. g. 27. martā. 41870 Tiesu izp. V. Jursons.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs V. Jursons (kanceleja Rīgā Elizabetes ielā 9 dz. 4.), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Izraēja Pina Ls 200,— ar proc. prasības piedziņai 1935. g. 5. oktobri plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodajas sēžu zālē pārīs pirmajā publiskā izsolē Alfrēda Trijeja nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rīgas apr. Ādužu pag. un ierakstīta zemes grām. regīra 7602. num. un sastāv no Remberģu muižas zemēm, zemes atdalītām „Vec-Jaun-Aņu 12. un 13. num. mājām, 79,54 ha kopplatībā ar zemi un ēkām;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 5035,—;

3) tai ir hipotēku parādi Ls 26,000.—;

4) solitājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā dala — Ls 503,50 un jāuzrāda tiesītu ministra atlauja pārdamās nekustamās mantas iegūšanai tanīs gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Vāmieras zemes grāmatu nodājā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu nepielāž, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var iekštāties tiesu iz

Daugavpils apgabaltiesas Maltaš iec. tiesu izpild. P. Salzirnis, pamatojoties uz papildinājumiem un pārgrozījumiem likumā par dažu parādu piespedu pārjaunošanu (publ. „Vald. Vēstn.” 1934. g. 246. num.), paziņo, ka Savelija arī Savera Ābrāma d. Saluchina nekustamās mantas izsole, kas bija nolikta 1935. g. 12. janvāri, par ko izstudiināts „Vald. Vēstn.” 1934. g. 148. num., ir pārceļta uz 1935. g. 27. aprīli.

1935. g. 29. martā.
L. 249/35. 41783b
Tiesu izp. P. Salzirnis.

Daugavpils apgabaltiesas Maltaš iec. tiesu izpild. P. Salzirnis, pamatojoties uz papildinājumiem un pārgrozījumiem likumā par dažu parādu piespedu pārjaunošanu (publ. „Vald. Vēstn.” 1934. g. 246. num.) paziņo, ka mir. Eleja Mārtina d. Pastora nekustamās mantas izsole, kas bija nolikta 1935. g. 19. janvāri, par ko izstudiināts „Vald. Vēstn.” 1934. g. 153. num., ir pārceļta uz 1935. g. 27. aprīli.

1935. g. 29. martā.
L. 71/35. 41784b
Tiesu izp. P. Salzirnis.

Daugavpils apgabaltiesas Maltaš iec. tiesu izpild. P. Salzirnis, pamatojoties uz papildinājumiem un pārgrozījumiem likumā par dažu parādu piespedu pārjaunošanu (publ. „Vald. Vēstn.” 1934. g. 246. num.) paziņo, ka Grigorija Ivana d. Piskunova nekustamās mantas izsole, kas bija nolikta 1935. g. 19. janvāri, par ko izstudiināts „Vald. Vēstn.” 1934. g. 154. num., ir pārceļta uz 1935. g. 27. aprīli.

1935. g. 29. martā.
L. 175/35. 41785b
Tiesu izp. P. Salzirnis.

Daugavpils apgabaltiesas Maltaš iec. tiesu izpild. P. Salzirnis, pamatojoties uz papildinājumiem un pārgrozījumiem likumā par dažu parādu piespedu pārjaunošanu (publ. „Vald. Vēstn.” 1934. g. 246. num.) paziņo, ka Jēzupa Jēzupa d. Šepela nekustamās mantas izsoles, kas bija nolikta 1935. g. 19. janvāri, par ko izstudiināts „Vald. Vēstn.” 1934. g. 153. num., ir pārceļta uz 1935. g. 27. aprīli.

1935. g. 29. martā.
L. 355/35. 41786b
Tiesu izp. P. Salzirnis.

Daugavpils apgabaltiesas Maltaš iec. tiesu izpild. P. Salzirnis, pamatojoties uz papildinājumiem un pārgrozījumiem likumā par dažu parādu piespedu pārjaunošanu (publ. „Vald. Vēstn.” 1934. g. 246. num.) paziņo, ka Kondratija Semjona d. Judina nekustamās mantas izsole, kas bija nolikta 1935. g. 19. janvāri, par ko izstudiināts „Vald. Vēstn.” 1934. g. 154. num., ir pārceļta uz 1935. g. 27. aprīli.

1935. g. 29. martā.
L. 204/35. 41787b
Tiesu izp. P. Salzirnis.

Daugavpils apgabaltiesas Maltaš iec. tiesu izpild. P. Salzirnis, pamatojoties uz papildinājumiem un pārgrozījumiem likumā par dažu parādu piespedu pārjaunošanu (publ. „Vald. Vēstn.” 1934. g. 246. num.) paziņo, ka Stanislava Ignata d. Zambara nekustamās mantas izsole, kas bija nolikta 1935. g. 12. janvāri, par ko izstudiināts „Vald. Vēstn.” 1934. g. 144. num., ir pārceļta uz 1935. g. 27. aprīli.

1935. g. 29. martā.
L. 447/35. 41788b
Tiesu izp. P. Salzirnis.

Daugavpils apgabaltiesas Maltaš iec. tiesu izpild. P. Salzirnis, pamatojoties uz papildinājumiem un pārgrozījumiem likumā par dažu parādu piespedu pārjaunošanu (publ. „Vald. Vēstn.” 1934. g. 246. num.) paziņo, ka Augusta Jāņa d. Kairiņa nekustamās mantas izsole, kas bija nolikta 1935. g. 12. janvāri, par ko izstudiināts „Vald. Vēstn.” 1934. g. 144. num., ir pārceļta uz 1935. g. 27. aprīli.

1935. g. 29. martā.
L. 262/35. 41789b
Tiesu izp. P. Salzirnis.

Dzelceļu virsvaldes fin. direkcijas

„Vald. Vēstn.” š. g. 58. numurā ūtrupju sludinājumā ieviešusā šādas kļūdas: Jelgavas stacijā bagāža Riga-Jelgava 417086 izlabojama uz 417066 un Liepājas stacija rokas bagāža Jelgava-Liepāja 243086 izlabojama uz bagāža.

5x
Fin. direkt. v. i. A. Krieviņš.

Rīgas pref. 8. iec. priekšnieks paziņo, ka š. g. 15. aprīli, pulkst. 10. Marijas ielā 128, Vispārējās apdrošin. sab. nel. gad. prasības lietā pārdoms vairāksolīšanā A/S. A. Jansons piederošas 2 frēmāsīnas, novērtētas par Ls 900.—.

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt mantas varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Nodokļu departamenta nodokļu piedzinējs paziņo, ka 1935. g. 10. aprīli, pulkst. 14. Liepājā, Kaiju ielā 42, pārdoms vairāksolīšanā Natana Rolofs klavieres un kantora mēbeles, novērtētas par Ls 750.—, vina dažādu nodokļu parāda piedziņāšanai.

Liepājā, 1935. g. 26. martā.

Valsts zemes banka,
Daugavpils nodaļa, (Daugavpili, Valdemāra ielā 4), pamatojoties uz 1925. g. 29. maija lik. par aizīdi nodrošināšanu, iekilājot tiesības uz lauku nekustamu mantu, un 1926. g. 31. marta papildinājumu pie šī likuma, paziņo, ka Valsts zemes bankas aizdevumu piedziņāšanai:

1) Valsts zemes bankas Daugavpils nodaļas telpās 1935. g. 17. aprīli plkst. 10 pārdoms otrā atklātā vairāksolīšanā tiesību uz saimniecību ar ēkām, meliorāciju un citiem zemes piederumiem, kas atrodas Daugavpils apr. Pustijas pagastā, Nevlānu muižas jaunsaimniecība 147 F, kas pieskrīta Ipolitam Ignata d. Rācinam (skat. Zemes Jeric. Vēstn. 349. num. 7. Ip. 108697);

2) Saimniecība sastāv no:
a) 1783 ha zemes kopplatībā;
3. Solišana sāksies no Ls 350.—.
4) Soļītājiem jānodod līdz izsoles sākumam izsoles noturēšanai pilnvarotam Valsts zemes bankas pārstāvīm;

a) drošības naudu $\frac{1}{5}$ no 3 pantā minētās summas, t. i. Ls 70,—;
b) Centralās zemes iericības komitejas aplieciņu, ka pircējam atlauts iegūt no valsts zemes fonda iedalītu saimniecību.

Līgumi aplieciņas izsniegšanai jāsiesniedz Centrālā zemes iericības komitejai vismaz 2 nedēļas pirms izsoles dienas.

5) tiesību ieguvējam, tūlīt pēc izsoles beigām, jāpapildina iemaksātā drošības nauda līdz $\frac{1}{5}$ no nosolitās summas. Pārējās $\frac{4}{5}$ jāiemaksā Valsts zemes bankai ne vēlāk kā divas nedēļas pēc izsoles.

Šo prasību neizpildīšanas gadījumā pircējs zaudē iemaksāto grošibas naudu un tiesību uz saimniecību.

1935. g. 22. martā. AD. 7941

Valsts zemes banka,
Daugavpils nod., atrod. Daugavpili, Valdemāra ielā 4, pamatojoties uz 1925. g. 29. maija likumu par aizdevumu nodrošināšanu, iekilājot tiesības uz lauku nekustamu mantu un 1926. g. 31. marta papildinājumu pie šī likuma, paziņo, ka Stanislava Ignata d. Zambara nekustamās mantas izsole, kas bija nolikta 1935. g. 12. janvāri, par ko izstudiināts „Vald. Vēstn.” 1934. g. 144. num., ir pārceļta uz 1935. g. 27. aprīli.

1935. g. 29. martā.
L. 447/35. 41788b
Tiesu izp. P. Salzirnis.

Daugavpils apgabaltiesas Maltaš iec. tiesu izpild. P. Salzirnis, pamatojoties uz papildinājumiem un pārgrozījumiem likumā par dažu parādu piespedu pārjaunošanu (publ. „Vald. Vēstn.” 1934. g. 246. num.) paziņo, ka Augusta Jāņa d. Kairiņa nekustamās mantas izsole, kas bija nolikta 1935. g. 12. janvāri, par ko izstudiināts „Vald. Vēstn.” 1934. g. 144. num., ir pārceļta uz 1935. g. 27. aprīli.

1935. g. 29. martā.
L. 262/35. 41789b
Tiesu izp. P. Salzirnis.

Dzelceļu virsvaldes fin. direkcijas

„Vald. Vēstn.” š. g. 58. numurā ūtrupju sludinājumā ieviešusā šādas kļūdas: Jelgavas stacijā bagāža Riga-Jelgava 417086 izlabojama uz 417066 un Liepājas stacija rokas bagāža Jelgava-Liepāja 243086 izlabojama uz bagāža.

5x
Fin. direkt. v. i. A. Krieviņš.

Rīgas pref. 8. iec. priekšnieks paziņo, ka š. g. 15. aprīli, pulkst. 10. Marijas ielā 128, Vispārējās apdrošin. sab. nel. gad. prasības lietā pārdoms vairāksolīšanā A/S. A. Jansons piederošas 2 frēmāsīnas, novērtētas par Ls 900.—.

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt mantas varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Nodokļu departamenta nodokļu piedzinējs paziņo, ka 1935. g. 10. aprīli, pulkst. 14. Liepājā, Kaiju ielā 42, pārdoms vairāksolīšanā Natana Rolofs klavieres un kantora mēbeles, novērtētas par Ls 750.—, vina dažādu nodokļu parāda piedziņāšanai.

Liepājā, 1935. g. 26. martā.

Valsts zemes banka,
Daugavpils nodaļa, (Daugavpili, Valdemāra ielā 4), pamatojoties uz 1925. g. 29. maija lik. par aizīdi nodrošināšanu, iekilājot tiesības uz lauku nekustamu mantu, un 1926. g. 31. marta papildinājumu pie šī likuma, paziņo, ka Valsts zemes bankas aizdevumu piedziņāšanai:

1) Valsts zemes bankas Daugavpils nodaļas telpās 1935. g. 17. aprīli plkst. 10 pārdoms otrā atklātā vairāksolīšanā tiesību uz saimniecību ar ēkām, meliorāciju un citiem zemes piederumiem, kas atrodas Daugavpils apr. Pustijas pagastā, Nevlānu muižas jaunsaimniecība 147 F, kas pieskrīta Ipolitam Ignata d. Rācinam (skat. Zemes Jeric. Vēstn. 349. num. 7. Ip. 108697);

2) Saimniecība sastāv no:
a) 1783 ha zemes kopplatībā;
3. Solišana sāksies no Ls 350.—.
4) Soļītājiem jānodod līdz izsoles sākumam izsoles noturēšanai pilnvarotam Valsts zemes bankas pārstāvīm;

a) drošības naudu $\frac{1}{5}$ no 3 pantā minētās summas, t. i. Ls 70,—;
b) Centralās zemes iericības komitejas aplieciņu, ka pircējam atlauts iegūt no valsts zemes fonda iedalītu saimniecību.

Līgumi aplieciņas izsniegšanai jāsiesniedz Centrālā zemes iericības komitejai vismaz 2 nedēļas pirms izsoles dienas.

5) tiesību ieguvējam, tūlīt pēc izsoles beigām, jāpapildina iemaksātā drošības nauda līdz $\frac{1}{5}$ no nosolitās summas. Pārējās $\frac{4}{5}$ jāiemaksā Valsts zemes bankai ne vēlāk kā divas nedēļas pēc izsoles.

Šo prasību neizpildīšanas gadījumā pircējs zaudē iemaksāto grošibas naudu un tiesību uz saimniecību.

1935. g. 22. martā. AD. 7941

Valsts zemes banka,
Daugavpils nod., atrod. Daugavpili, Valdemāra ielā 4, pamatojoties uz 1925. g. 29. maija likumu par aizdevumu nodrošināšanu, iekilājot tiesības uz lauku nekustamu mantu un 1926. g. 31. marta papildinājumu pie šī likuma, paziņo, ka Stanislava Ignata d. Zambara nekustamās mantas izsole, kas bija nolikta 1935. g. 12. janvāri, par ko izstudiināts „Vald. Vēstn.” 1934. g. 144. num., ir pārceļta uz 1935. g. 27. aprīli.

1935. g. 29. martā.
L. 447/35. 41788b
Tiesu izp. P. Salzirnis.

Dzelceļu virsvaldes fin. direkcijas

„Vald. Vēstn.” š. g. 58. numurā ūtrupju sludinājumā ieviešusā šādas kļūdas: Jelgavas stacijā bagāža Riga-Jelgava 417086 izlabojama uz 417066 un Liepājas stacija rokas bagāža Jelgava-Liepāja 243086 izlabojama uz bagāža.

5x
Fin. direkt. v. i. A. Krieviņš.

Rīgas pref. 8. iec. priekšnieks paziņo, ka š. g. 15. aprīli, pulkst. 10. Marijas ielā 128, Vispārējās apdrošin. sab. nel. gad. prasības lietā pārdoms vairāksolīšanā A/S. A. Jansons piederošas 2 frēmāsīnas, novērtētas par Ls 900.—.

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt mantas varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Nodokļu departamenta nodokļu piedzinējs paziņo, ka 1935. g. 10. aprīli, pulkst. 14. Liepājā, Kaiju ielā 42, pārdoms vairāksolīšanā Natana Rolofs klavieres un kantora mēbeles, novērtētas par Ls 750.—, vina dažādu nodokļu parāda piedziņāšanai.

Liepājā, 1935. g. 26. martā.

Valsts zemes banka,
Daugavpils nodaļa, (Daugavpili, Valdemāra ielā 4), pamatojoties uz 1925. g. 29. maija likumu par aizdevumu nodrošināšanu, iekilājot tiesības uz lauku nekustamu mantu, un 1926. g. 31. marta papildinājumu pie šī likuma, paziņo, ka Valsts zemes bankas aizdevumu piedziņāšanai:

1) Valsts zemes bankas Daugavpils nodaļas telpās 1935. g. 17